

Internationalisation... et la suite

rouk, l'impé-
capable d'évi-
l'ordre capi-

Le régime de
forces socia-
des événe-
ouvriers et
leurs revendic-
de Nasser
et c'est au

lié quelques
plutôt il ne
temps — le
le monde, en
compte des
des Etats ou-
avec un peu
anglais et
des Etats qui
aliste.

Nasser (comme
appés) quand
socioeux entre
vieux impé-
techniciens,
sont, l'Union
en état de le
omiques meil-
de doute que
qu'en se liant
tique, ils favo-
niques, commu-
dans l'état
mer une mon-
n'arriveront
bien au con-
liste.

Cette politique de « neutralisme actif » de Nasser a constitué une surprise désagréable pour l'impérialisme américain. Car, qu'on le veuille ou non, qu'on le reconnaisse ou qu'on affecte de l'ignorer, depuis l'affaire de Suez l'influence soviétique dans le Moyen-Orient est allée grandissant, et celle des Etats-Unis et du monde capitaliste n'a fait que décliner. La faillite de la « doctrine Eisenhower » proclamée quelques semaines après Suez en est un témoignage incontestable.

De ce fait se pose maintenant pour l'impérialisme américain un problème nouveau: placé sur la défensive, il veut endiguer la montée du nasserisme dans le monde arabe. A l'extrémité orientale de ce monde, il s'efforce de le faire en appuyant des dynasties féodales, des couches réactionnaires — et les résultats sont loin d'être brillants. Mais à l'ouest la situation lui apparaissait bien plus prometteuse, s'il n'y avait pas la guerre d'Algérie.

La résistance au « nasserisme » en Afrique du Nord.

La différence est toute relative. Elle consiste en ceci que les dirigeants bourgeois qui se sont faits les champions de l'indépendance nationale en Tunisie et au Maroc sont, par leur propre tendance, favorables au camp occidental. Dans le cas de Bourguiba en Tunisie, celui-ci même du temps de sa lutte pour l'indépendance nationale s'était montré un partisan ardent d'une collaboration avec l'impérialisme français. Ni Bourguiba ni le roi du Maroc ne voient d'un œil sympathique la politique de Nasser de bascule entre l'Est et l'Ouest. Tous deux s'affichent comme des partisans de l'alliance atlantique, même s'ils n'en font pas officiellement partie. Le Maroc négocie avec le gouvernement américain sur la question des bases d'aviation qui sont installées sur le territoire du Maroc, mais pas du tout dans l'intention de les réduire ou de les supprimer. Quant à Bourguiba, il ne demandait qu'une reconnaissance générale que Bizerte est territoire tunisien, et ne songeait pas à demander son évacuation par les troupes françaises.

La situation serait donc prometteuse pour l'impérialisme... s'il n'y avait pas la guerre d'Algérie. Laquelle a sa logique.

Les Tunisiens et les Marocains ne peuvent être indifférents, neutres dans cette guerre. La défaite du peuple algérien serait quasiment la fin de l'indépendance qu'ils ont acquise. Grande ou petite, l'aide qu'ils accordent aux Algériens sert de prétexte à tous les colonialistes français pour vouloir reconquérir ces deux pays qui bordent l'Algérie. L'unité du Maghreb est inscrite dans les faits, et pas pour un avenir lointain.

La prolongation de la guerre d'Algérie ne peut avoir comme conséquence que d'encourager au Maroc et en Tunisie les courants antiimpérialistes, c'est-à-dire dans la conjoncture actuelle apporter un renforcement du « nasserisme », un renforcement à se placer plus résolument hors du camp occidental et à ne pas hésiter à acheter — y compris des armes — au camp soviétique.

Depuis qu'ils ont compris que le gouvernement français était incapable de sortir seul de l'affaire algérienne, les gouvernements américain et anglais ont cherché à mettre sur pied une solution. Dans ce cas, comme à Suez, la question des richesses du Sahara joue un rôle, mais un rôle subordonné. D'ailleurs les plus clairvoyants des capitalistes français comprenant que seule la France ne pourrait assurer le développement économique de ses colonies africaines ne sont-ils pas orientés à établir une sorte de coopérative des capitalismes européens pour le faire?

Les Etats-Unis vers « l'internationalisation ».

Au début le State Department s'est borné à des conseils discrets. Après l'affaire de Sakiet, il a senti qu'il fallait y aller plus fort. Bourguiba à ce moment ne criait pas pour le plaisir de crier: il faisait savoir que, si les choses ne changeaient pas, ses positions en Tunisie seraient très ébranlées et celui qui le remplacerait en Tunisie devrait se mettre à suivre une politique à la Nasser. Au Maroc, Mohammed V dispose d'une plus large marge de manœuvre, mais cela n'empêche pas qu'il a dû se prononcer lui aussi pour l'indépendance algérienne et la crise ministérielle actuelle au Maroc,

entre autre chose, tend à faire faire à la politique du pays un pas dans le sens d'une moins grande dépendance de l'Occident.

Les « bons offices » n'étaient que la première étape sur la voie de « l'internationalisation » pour aboutir à une solution de type fédéral. Une telle solution a-t-elle déjà été largement mise au point à Washington ou n'en est-on qu'aux grandes lignes, nul ne peut le dire. La seconde hypothèse est la plus probable parce que, de toute façon, elle ne sera pas facile à faire accepter.

La politique du P.C.F. a eu pour résultat les « bons offices ».

Il faut en premier lieu la faire accepter par la France. On vient de voir les résistances qu'elle rencontre. La direction du P.C.F. hurle à l'ingérence américaine. Mais c'est là en grande partie son œuvre. Elle a tout fait pour désarmer les masses françaises; elle a voté les pouvoirs spéciaux, elle a dénoncé les mouvements violents des rappelés contre leur départ en avril-mai 1956, elle n'a jamais défendu que tardivement et du bout des lèvres le « droit à l'indépendance », en insistant à chaque fois sur les « liens » à maintenir entre l'Algérie et la France. Elle n'a jamais osé heurter de front l'ignoble propagande raciste, elle ne défend qu'avec une timidité honteuse les travailleurs algériens en France contre la police. En somme, elle n'a pas du tout fait appel aux « bons offices » du prolétariat français qui auraient dû consister en une aide inconditionnelle au peuple algérien, à des luttes et à des sacrifices qui, en tout état de cause, auraient été loin d'être comparables à ceux que fait le peuple algérien. Cette carence du prolétariat français a laissé la place aux « bons offices » de l'impérialisme américain, que nos chefs si « géniaux » du P.C.F. voulaient tant éviter.

Toute la réaction en France est déchainée aujourd'hui contre ce gouvernement américain qui vous fait un prêt de plus de 600 millions de dollars et qui a encore la prétention de vous dicter une politique! Tôt ou tard le gouvernement français devra en passer par les « bons offices » américains et par ce qui viendra par la suite.

Les « bons offices », Bourguiba et le F.L.N.

Mais ce n'est pas la fin de l'histoire. Car alors il restera l'autre interlocuteur: le F.L.N., le peuple algérien soulevé. Qui peut dire ce qui se passera alors?

Il y a quelques mois nous reproduisons un article d'un journaliste du New-York Times qui visita les territoires algériens contrôlés par le F.L.N. Là un homme âgé lui dit en substance: pourvu que nos dirigeants n'arrêtent pas la lutte en échange de quelques cacahuètes! Les dirigeants du F.L.N. sont actuellement sous l'énorme pression des masses en lutte, et c'est là un facteur de première grandeur. Mais ces dirigeants ne sont pas des marxistes révolutionnaires, des hommes consciemment orientés sur la formation d'un pouvoir ouvrier et l'édification d'une société socialiste. Leur idéologie, si généreuse puisse-t-elle être, est vague, et cela risque de les rendre (tous ou partie d'entre eux) sensibles aux pressions contraires qui s'exercent sur eux, et d'y devenir d'autant plus sensibles qu'ils approcheront de la victoire et du pouvoir. Le pouvoir transforme les hommes. Jusqu'à présent, cette pression ne s'est exercée que par Bourguiba. Mais on peut être certain que le jour où les Murphy auront obtenu ce qu'ils demandent du gouvernement français, ils se retourneront avec encore plus d'exigence, de pression, de chantage, de manœuvres de toutes sortes, sur les dirigeants du F.L.N.

Il ne servirait de rien d'épiloguer à présent sur ce qui pourrait se passer dans de telles conditions. Cela serait vain et empêcherait de comprendre que, même à présent — si lamentable que soit la situation sur le plan de la solidarité du prolétariat français — elle n'est tout de même pas sans possibilités. Les dirigeants algériens n'ont pas grand-chose à faire de conseils, ils ont besoin d'une action réelle de solidarité des travailleurs français. Ce sont ces « bons offices » là — et pas les savantes combinaisons du Bureau Politique du P.C.F. avec des alliés de gauche bourgeois qu'on ne voit pas — qui peuvent contribuer à arrêter la guerre par une victoire complète du peuple algérien.

Pierre FRANK.

La révolution espagnole s'annonce

aux Sociétés Savantes

tisation des banques et des grosses entreprises industrielles, nationalisation des terres. « Cela, ils ne l'ont pas lu dans les livres, car en Espagne le régime l'interdit, ils l'ont compris spontanément dans leur expérience. Et ces idées ils les expriment plus que ceux qui peuvent, dans les autres pays, lire librement les livres marxistes où elles sont développées.

« Nous demandons une aide, nous devons unir toutes nos forces afin de faire de l'Espagne un pays démocratique avec une structure sociale et économique correspondant au monde actuel ».

En même temps que cet anticapitalisme profond, le peuple espagnol développe dans sa lutte un sentiment anti-impérialiste très clair.

Ce que nous avons entendu à ce meeting sur la solidarité du peuple espagnol en lutte contre le fascisme avec le peuple marocain opprimé par l'impérialisme espagnol, devrait servir d'exemple et de stimulant pour les organisations ouvrières françaises. Cela devrait les inciter à développer leur unité d'action pour à la fois balayer l'avance de la réaction en France et organiser la lutte des travailleurs de ce pays pour le soutien à la révolution algérienne et la reconnaissance de l'indépen-

dance totale de l'Algérie et des autres pays encore opprimés par l'impérialisme français. Nous espérons que le meeting de solidarité sera le début d'une action continue de sou-

tien à la lutte du prolétariat espagnol dans laquelle progressera à la fois le front unique des organisations ouvrières espagnoles et celui des organisations françaises.

NOTRE MESSAGE

Chers camarades,

Nous vous remercions de votre invitation et vous exprimons le salut et la solidarité du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) aux travailleurs espagnols qui mènent une lutte héroïque et grandiose contre le pouvoir fasciste de Franco. Nous pouvons vous assurer que toutes les sections de la IV^e Internationale dans le monde, et tout particulièrement celles d'Amérique latine, font leur devoir pour susciter la solidarité des travailleurs envers la classe ouvrière espagnole.

L'exemple de l'Espagne est bien connu, mais peut-être encore peu compris. Si le fascisme a pu l'emporter, c'est que la lutte ne fut pas poussée alors jusqu'à sa conséquence sociale ultime. Seuls le renversement du capitalisme et la conquête du pouvoir par les ouvriers pouvaient assurer le maintien des libertés démocratiques. C'est aussi parce qu'à la fin de la guerre la Libération en Europe ne fut pas menée dans ce sens que Franco put rester au pouvoir. Nous sommes confiants que, maintenant où les récents mouvements annoncent

une fin pas très lointaine de la dictature de Franco, les travailleurs espagnols instruits par les dures leçons du passé poursuivront la nouvelle révolution espagnole qui s'annonce jusqu'à la création d'une Espagne socialiste.

Permettez-nous d'ajouter quelques mots en tant qu'organisation française s'adressant aux travailleurs français. Les autorités françaises sont aujourd'hui en collusion avec le pouvoir de Franco contre les peuples d'Afrique du Nord luttant pour leur indépendance. Si, en ce moment, la solidarité du prolétariat français envers les travailleurs espagnols est tout à fait insuffisante, c'est en premier lieu parce qu'il se trouve paralysé dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Nous devons surmonter cette situation — causée par les deux grandes directions ouvrières — pour pouvoir accomplir pleinement notre devoir envers les travailleurs espagnols qui luttent dans des conditions infiniment plus difficiles que les nôtres.

A bas Franco! Vive la nouvelle révolution espagnole!

En avant pour le socialisme!